

Intervention de Jean Delavergne (Europe Ecologie Les Verts)

LA BONNE TAILLE POUR UNE REGION,  
C'EST CELLE QUI FAIT SENS POUR SES CITOYENS !

Le 18 juin dernier, le Conseil régional et le CESER étaient réunis en session exceptionnelle à Orléans pour débattre de la réforme territoriale et nous nous demandons aujourd'hui quel était l'intérêt de ce grand débat si on ne retient pas l'essentiel de ce qui a pu être dit.

Nous avons rappelé pour notre part, à cette occasion, nos principales positions :

1-Nous sommes partisans d'une réforme territoriale capable de clarifier et de simplifier l'architecture du dispositif des pouvoirs locaux. Mais nous pensons nécessaire de mettre au cœur de cette réforme démocratie, proximité et développement soutenable.

2-Pour nous, la priorité c'est de redonner aux citoyens du pouvoir sur leur vie au quotidien en élisant au suffrage universel direct des communautés de bassin de vie (intercommunalités aux pouvoirs renforcés).

3-A cette condition, nous sommes pour la disparition de l'échelon départemental qui ne correspond plus vraiment à notre époque.

4-Régionalistes depuis toujours, nous souhaitons le renforcement des régions : renforcement des compétences et des moyens financiers pour les rendre comparables à leurs homologues européennes.

Mais la seule question qui nous est posée, aujourd'hui en Commission permanente du Conseil régional et demain lors de nos auditions à l'Assemblée Nationale, c'est celle du redécoupage...

Revenons donc à la réunion avec le CESER du 18 juin. Une majorité des intervenants y a déploré la confusion entre la nécessaire clarification des compétences et un bouleversement de la carte des Régions marqué par la précipitation et une certaine improvisation.

Beaucoup d'intervenants ont exprimé leur incompréhension devant la volonté élyséenne de diviser par deux le nombre de régions. Beaucoup ont dénoncé le sophisme consistant à confondre « régions fortes » et régions de très grande taille. Beaucoup ont ainsi rappelé que la région Centre avec ses 2,6 millions d'habitants et sa superficie plus grande que la Belgique était déjà largement à la « taille européenne ».

Enfin et surtout beaucoup ont exprimé leur crainte que le doublement de la taille de la Région ne mette gravement en cause la proximité nécessaire avec les bassins de vie et le dialogue permanent avec les organisations représentant la société civile (fédérations associatives, chambres professionnelles, syndicats, réseaux culturels, ...). Leur crainte qu'une trentaine d'années de construction d'un "vivre ensemble" régional ne soit rendu inopérant dans une méga-région.

Les critiques étaient certes tournées alors principalement contre la fusion avec Poitou-Charentes et Limousin, proposée alors par le gouvernement. Mais beaucoup des mêmes arguments peuvent être opposés à une éventuelle fusion avec les Pays de la Loire. Certes, au lieu de parvenir à une taille de région comparable à celle de l'Autriche, la fusion proposée maintenant n'aboutirait qu'à une taille... supérieure à celle de l'Irlande... Mais par contre nous dépasserions maintenant les 6 millions d'habitants !

Comment les bassins de vie de Saint-Amand-Montrond, de Montargis, de Dreux ou d'Argenton-sur-Creuse pourraient-ils avoir pour capitale régionale Nantes, distante parfois de plus de 4 heures de route, sans parler du train ?

Comment pourrait-on imaginer faire vivre à cette échelle territoriale une co-construction des politiques publiques avec des acteurs pleinement impliqués dans les territoires ?

Alors qu'on a déjà construit des intercommunalités sans permettre aux citoyens de décider qui seraient leurs dirigeants (pas d'élection au suffrage universel direct des exécutifs des intercommunalités), veut-on maintenant faire en sorte que le pouvoir régional soit lui aussi encore un peu plus éloigné des citoyens ?

Contrairement à ce qui a pu être dit ici ou là, nous voulons réaffirmer avec force que ce n'est pas ce qui s'est exprimé lors de la session spéciale réunissant le Conseil régional et le CESER. S'il y a bien eu un rejet très majoritaire de la fusion avec Poitou-Charentes et Limousin, il n'y a pas eu majoritairement d'expression pour

réclamer la fusion avec l'ensemble de la région des Pays de la Loire. Encore moins pour lancer une « croisade » en ce sens.

Il y a eu au contraire une majorité d'interventions, au moins au CESER, pour demander que soit privilégiée la mise en œuvre de la réforme dans le cadre des frontières actuelles de la région Centre, comme cela serait d'ailleurs le cas pour sept autres Régions.

A quoi aura servi de réunir le Conseil régional et le CESER, si c'est pour ne pas tenir compte de ce qui y a été majoritairement dit ?

Les écologistes ne sont pas opposés par principe à une modification des limites régionales, y compris par le détachement de certains départements des régions existantes, à la condition que cela passe par un processus réellement démocratique permettant à chacun de bien mesurer les enjeux.

Mais un tel processus demande du temps. Dans la précipitation dans laquelle la réforme est conduite, le plus sage serait sans conteste d'écouter la société civile et de préserver et de renforcer le cadre de développement soutenable que la Région Centre a su construire au cours des 30 dernières années.

La bonne taille pour une région c'est celle qui fait sens pour ses citoyens ! Le bricolage de méga-régions, à l'heure même où l'on annonce la disparition des conseils départementaux, ne fait pas sens pour nos concitoyens. Le bricolage de méga-régions n'est favorable ni à la proximité, ni à la démocratie, ni au développement soutenable. C'est pourquoi, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs du PS, de l'UMP et de l'UDI, nous voterons pour notre part contre votre motion, et c'est le même message que nous porterons demain à l'Assemblée Nationale.